Œuvre de Pech Petit- Josette et Jean Boon

Statuts

**Adoptés en Assemblée Générale
Extraordinaire du 2 juillet 2016**

I/ Buts et composition de l'association

Article 1

L'association dite « œuvre de Pech Petit-Josette et Jean Boon », anciennement appelée œuvre du domaine de Pech Petit, et dans la suite de ce texte appelée œuvre, a été fondée en 1970 par Josette et Jean Boon. Régulièrement déclarée elle a pour buts :

1°- de promouvoir la protection des équidés, particulièrement des chevaux, et d'y contribuer notamment en mettant à la disposition des équidés âgés et/ou malheureux ou handicapés à vie un endroit tranquille, avec pâturages et abris, pour qu'ils puissent y terminer leur vie paisiblement ; l'œuvre n'a pas pour vocation d'accueillir des équidés valides pouvant effectuer un service.

2°-d'éduquer au respect des équidés par des conférences, des manifestations, des aides, etc. L'œuvre accueille notamment :

. les équidés repris à leurs propriétaires à la suite de procès et confiés à l'œuvre par les Autorités Judiciaires ou par un groupement de protection animale.

.les équidés appartenant à des centres équestres divers et confiés à l'œuvre par les susdits.

.les équidés rachetés par l'œuvre elle-même pour des raisons particulières.

.les équidés confiés à l'œuvre par leurs propriétaires, en particuliers les personnes qui rachètent un équidé à un centre équestre pour lui assurer une fin de vie paisible.

3°-de nouer, dès lors que l'état et/ou le comportement de divers protégés de l'œuvre le permet, un lien affectif et émotionnel avec des personnes malades, handicapées et/ou âgées, prises en charge au sein d'établissements sanitaires ou médicaux-sociaux, dans l'esprit d'un compagnonnage entre ces dernières et les vieux équins, et ce dans le but d'améliorer leur mode de vie sans modifier celle des protégés de l'œuvre. Ce compagnonnage sera appelé dans la suite « médiation équine ».

Les équidés confiés à l'œuvre ne pourront fournir aucun service en dehors de celui défini dans l'article 1- 3°, encore moins servir à des fins lucratives quelles qu'elles soient. Aucune pension n'est exigible.

Les équidés dépendent exclusivement de l'œuvre. Les décisions importantes à prendre à leur sujet sont prises après conseil d'un vétérinaire et avis du bureau, sauf urgence extrême. En cas d'extrême urgence concernant l'état de santé des équidés, la procédure définie par le Conseil d'Administration sera appliquée.

L'œuvre s'engage par les présents statuts à assurer l'entretien des équidés qui lui sont confiés jusqu'à leur mort naturelle, sauf disposition exceptionnelle décrite à l'article 12 des présents statuts. L'œuvre pourra agir en justice pour l'accomplissement de son but, en particulier à l'occasion de la survenance d'un préjudice direct ou indirect aux intérêts qu'elle a pour objet de défendre.

L'œuvre a son siège social à Daoulas (Finistère), 5 rue de Brest ; ce siège pourra être déplacé en France métropolitaine par simple décision du Conseil d'Administration, laquelle devant

être avalisée par la plus prochaine Assemblée Générale.

La durée de l'œuvre est illimitée.

Article 2

Les moyens d'action de l'œuvre sont, notamment, l'accueil d'équidés au sein de ses propres refuges, ou le placement auprès de personnes physiques ou morales - dont les établissements sanitaires ou médicaux-sociaux ayant recours à la médiation équine - ayant signé une convention avec l'œuvre, la publication de bulletins ou d'articles dans la presse, les expositions, les précisions données aux visiteurs sur l'état d'esprit animant l'œuvre,, la participation à des émissions radiodiffusées ou télévisées, aux moyens adaptés que permet internet, ainsi qu'aux expositions et salons ayant trait aux équidés, à la protection animale, à la médiation équine, à la protection de l'environnement. Elle pourra aussi signer toute convention utile lui permettant de répondre à son objet social.

Article 3

Les membres de l'œuvre sont :

- a) Les membres sympathisants
- b) Les membres de soutien
- c) Les membres bienfaiteurs.

Les différentes qualités de membres sont déterminées en fonction du montant de la cotisation annuelle versée par chaque membre et dont les montants sont définis par le Règlement Intérieur.

Pour devenir membre il faut régler au plus tard le 31 décembre de l'année concernée, par virement ou le cachet de La Poste faisant foi, la cotisation de l'année en cours et être agréé par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration se prononce de manière discrétionnaire dans les 6 mois après l'encaissement de la somme

correspondant à la volonté d'adhésion ainsi exprimée, sans avoir à faire connaître les raisons de sa décision. En cas de refus d'une adhésion par le Conseil d'Administration, la somme perçue fera l'objet d'un remboursement.

En aucun cas les noms et coordonnées des adhérents ne peuvent être communiqués à quiconque pour quelque motif que ce soit. Cette condition est impulsive et déterminante quant à la décision d'adhérer.

Les membres contribuent au fonctionnement de l'œuvre par le versement d'une cotisation annuelle. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, verser des dons à l'œuvre. Dans les conditions définies par le Règlement Intérieur, les membres donateurs réguliers peuvent acquérir le titre de parrain ou marraine. Peuvent être qualifiés de parrain ou marraine les donateurs non membres de l'œuvre dans des conditions prévues par le Règlement Intérieur.

Les legs et produits d'assurance-vie sont acceptés.

Le titre de membre d'honneur peut être décerné par le Conseil d'Administration aux personnes qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'œuvre. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie des Assemblées Générales sans être tenus de verser une cotisation. Ils participent alors aux Assemblées Générales avec voix simplement consultative.

Article 4

La qualité de membre de l'œuvre se perd :

- . par la démission exprimée et confirmée par écrit
- . par le non paiement trois années consécutives de la cotisation
- . par la radiation prononcée pour motif grave par le Conseil d'Administration ;

l'intéressé ayant été préalablement invité à faire valoir ses moyens de défense.

II/ Administration et fonctionnement

Article 5

L'œuvre est administrée par un Conseil d'Administration formé d'une liste de 10 membres, dont la validité après son élection reste acquise tant qu'il reste au moins 6 membres de la liste élue. Les membres de cette liste de 10 membres sont élus pour une durée de 4 ans en Assemblée Générale dont l'ordre du jour comporte ce genre d'élection, Ils sont choisis parmi les 3 catégories de membres définies en a) b) et c) de l'article 3.

Le Conseil d'Administration est constitué :

- . d'un président
- . d'un vice-président
- .d'un secrétaire général
- .d'un trésorier

Qui composent le bureau.

Ce bureau pourra, en tant que de besoin, être complété par un second vice-président et d'un trésorier adjoint.

En cas de vacance dans le bureau le Conseil d'Administration, dans les conditions de validité prévues au début de cet article, pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Le remplacement proposé devant être avalisé par la plus prochaine Assemblée Générale. Les pouvoirs des membres prenant ainsi place au sein du Conseil d'Administration prennent fin à l'époque prévue par l'élection de la liste originelle.

Les membres sortant sont rééligibles.

Lorsque le Conseil d'Administration se retrouve avec seulement 5 (ou moins)

personnes de la liste originelle élue, il est automatiquement dissout et le président en exercice (à défaut le vice-président, à défaut le secrétaire général) devra convoquer dans les 60 jours une Assemblée Générale aux fins d'organiser l'élection d'un nouveau Conseil d'Administration dans les conditions définies par les présents statuts et le Règlement Intérieur.

Article 6

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son président. Si la majorité des Administrateurs le demande cette convocation est de droit. La convocation est adressée aux membres du Conseil au moins 15 jours avant la tenue de la réunion.

Le quorum est fixé à la moitié au moins des administrateurs présents ou représentés pour la validité des délibérations ; sauf quorum spécifique pouvant être prévu dans les statuts ou le Règlement Intérieur.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix ; sauf majorité spécifique pouvant être prévue dans les statuts ou le Règlement Intérieur.

En cas de partage des voix celle du président est prépondérante, sauf exception expressément prévue par les statuts ou le Règlement Intérieur.

Chaque membre du Conseil d'Administration ne peut détenir plus de 2 pouvoirs d'autres membres dudit Conseil en sus de sa voix propre lors d'une réunion régulièrement convoquée.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général. Ils sont établis sans blanc ni rature sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'œuvre.

Peut le cas échéant être invitée par le président à participer à des réunions du

Conseil d'Administration, en tout ou partie, avec voix consultative, toute personne susceptible d'éclairer sur des délibérations.

Article 6 bis

Les attributions du Conseil d'Administration sont les suivantes :

- . se prononcer sur l'admission ou l'exclusion de membres
- . élire les membres du bureau et contrôler leurs actions
- . contrôler les dépenses courantes, les actes d'administration, la situation financière et morale présentée en Assemblée Générale.
- . constituer toute commission nécessaire au bon accomplissement des buts de l'œuvre.
- . plus généralement délibérer sur toute question mise aux voix par le président.

Si la majorité des Administrateurs le demande une semaine avant la date de la réunion une question peut être mise aux voix.

Le président est en charge de la gestion du personnel (dont embauche, licenciement) mais doit en rendre compte au Conseil d'Administration

Article 7

Hormis dans le cadre de la tolérance administrative le cas échéant, les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération, sous quelque forme que ce soit, au titre de leur mandat social.

Ils peuvent en revanche, comme tout bénévole ayant reçu délégation de pouvoir de la part du président , ou du Conseil d'Administration, être remboursés pour les frais engagés au nom et pour le compte de l'œuvre, sur présentation de justificatifs de frais.

Les règles de remboursement des frais engagés au nom et pour le compte de l'œuvre sont arrêtés par le Conseil d'Administration.

Article 8

L'Assemblée Générale comprend toutes les catégories de membres à jour de cotisation.

Seront considérés comme étant à jour de cotisation les membres ayant cotisé dans l'année en cours et/ou l'année civile précédant l'Assemblée Générale.

La liste des participants à jour de cotisation sera arrêtée par le Conseil d'Administration, au maximum 90 jours, et au minimum 15 jours, avant la date fixée de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale est convoquée par le président, ou, en cas d'empêchement, par le vice-président, à défaut par le secrétaire général, par lettre simple, au moins 15 jours à l'avance.

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit au moins une fois par an, et chaque fois qu'elle est convoquée par le président ou sur la demande du quart au moins des membres à jour de cotisation.

Un résumé des rapports moral et financier est adressé chaque année à tous les membres de l'œuvre à jour de cotisation, accompagnant la convocation en Assemblée Générale. Des éléments comptables pourront être transmis aux membres qui en feront la demande au président en exercice. Cette demande devra indiquer précisément les éléments sollicités. La copie et l'expédition se feront à leurs frais avancés.

Pour que l'Assemblée Générale soit valable, un quorum fixé au quart des membres présents ou représentés de l'œuvre à jour de cotisation doit être respecté. Si ce quorum n'est pas atteint elle est convoquée à nouveau, sur la base de la même liste de participants, avec le même ordre du jour, au, plus tôt

30 jours après, au plus tard 90 jours après la date initialement prévue. Cette fois elle peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Les délibérations sont prises à la majorité simple, y compris l'élection des membres du Conseil d'Administration.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le vote par procuration est autorisé. Le membre empêché peut donner mandat à la personne de son choix, membre elle-même à jour de cotisation.

Chaque membre ne peut détenir plus de 5 pouvoirs en sus du sien.

Le vote par correspondance est admis et sera valable pour tous les votes y compris l'élection du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend les rapports moraux et financiers, et juge de la gestion de l'année écoulée.

Elle approuve, ou non, le rapport moral, les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel de l'année en cours, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour, et pourvoit, s'il y a lieu, au remplacement de membres du Conseil d'Administration.

Il est tenu procès-verbal des Assemblées Générales. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général.

Ils sont établis sans blanc ni rature sur des feuillets numérotés et conservés au siège social de l'œuvre.

Peut, le cas échéant, être invitée par le président, à participer aux Assemblées Générales, avec voix consultative, toute personne susceptible d'éclairer sur des délibérations. Le président peut aussi décider de la présence d'un huissier de justice.

Les dispositions de vote et de débat en Assemblée Générale sont précisées par le Règlement Intérieur.

Article 9

Le président, ou, en son absence, le vice-président, représente l'œuvre dans tous les actes de la vie civile. Le président est chargé d'exécuter les décisions du bureau et du Conseil d'Administration et d'assurer le bon fonctionnement de l'œuvre. Il prend toute décision à cet effet et rend compte selon la nature de la mesure prise, au bureau, au Conseil d'Administration, ou à l'Assemblée Générale.

En cas de représentation en justice le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Les représentants de l'œuvre doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

Article 10

Les délibérations du Conseil d'Administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires aux buts poursuivis par l'œuvre, constitutions d'hypothèque sur lesdits immeubles, baux excédant 9 années, emprunts, doivent être autorisés par l'Assemblée Générale.

Article 11

La personne, propriétaire, qui confie un équidé à l'œuvre qui l'accepte fixe elle-même, sans obligation, la somme qu'elle entend consacrer à son bien-être. Un contrat en bonne et due forme lie le propriétaire et l'œuvre. Cette personne ne peut reprendre l'équidé qu'en fournissant la preuve de mauvais traitements qu'il aurait subi. D'une façon générale, sauf exceptions dûment étudiées, l'œuvre est détenteur

d'équidés à elle confiés, sans transfert de propriété.

L'œuvre s'engage à entretenir les équidés dont elle est responsable jusqu'à la fin naturelle de leur vie, à ne pas les faire travailler, à ne pas les vendre, à ne pas les faire se reproduire, et à ne pas les envoyer à l'abattoir ni dans un laboratoire. L'euthanasie est décidée en cas de souffrances inacceptables ou fin de vie misérable.

Les équidés seront accueillis dans des refuges tenus par des personnes physiques ou morales ayant signé une convention avec l'œuvre ; refuges où ils continueront à être sous la surveillance de l'œuvre et relèveront de son autorité.

Des équidés pourront être également confiés directement par leurs propriétaires à des particuliers par l'intermédiaire de l'œuvre, dans le cadre de conventions où l'œuvre pourra se réserver un droit de contrôle.

Article 12

A titre exceptionnel, au cas par cas, et sur décision du Conseil d'Administration, un (ou plusieurs) équidé pourra être accueilli temporairement ; en cas d'urgence l'acquiescement des membres du Conseil d'Administration pourra être réalisé par télécopie ou courriel.

Dans les mêmes conditions d'exécution, un (ou plusieurs) équidé, propriété de l'œuvre suite à décision de justice ou situation exceptionnelle, pourra être donné à une personne physique ou morale, dans le cadre d'un contrat réalisant une donation sous condition (telle la possibilité pour l'œuvre d'effectuer un suivi de l'animal concerné).

Dans les mêmes conditions d'exécution, si un équidé confié d'office à l'œuvre s'avère pouvoir effectuer un service normal (sur avis vétérinaire), il pourra être confié - ou le cas échéant sa propriété transférée - à une famille

d'accueil dans le cadre d'un contrat adapté, les frais étant entièrement pris en charge par cette famille d'accueil, ceci étant motivé par le fait que l'œuvre n'a pas vocation à héberger des équidés valides et capables d'effectuer le service normalement attendu. Il pourra en être de même pour des équidés confiés à l'œuvre par des organismes en difficulté.

III/ Dotations-ressources annuelles

Article 13

Les recettes annuelles de l'œuvre se composent :

- 1° des cotisations
- 2° de dons, transmissions d'assurance-vie, de legs de ses membres.
- 3° de subventions éventuelles de l'Etat, de collectivités locales et de leurs établissements publics
- 4° de dons manuels
- 5° de revenus de biens et valeurs de toutes natures appartenant à l'œuvre.
- 6° de ressources créées à titre exceptionnel (tombolas, quêtes, loteries, etc., avec l'agrément s'il y a lieu de l'autorité compétente).
- 7° de dons et legs faits à l'œuvre.
- 8° de toutes les ressources autorisées par la loi, la jurisprudence et les réponses ministérielles.

Article 14

Un fonds de réserves est constitué, alimenté chaque année en fonction des recettes, tendant à permettre à l'œuvre de disposer, pour tous les équidés confiés, d'une somme correspondant au différentiel exprimé en mois entre 40 ans et l'âge réel des équidés (tel qu'estimé par un vétérinaire ou précisé par des documents d'accompagnement), multiplié par le coût mensuel

d'hébergement, incluant notamment les frais vétérinaires et d'entretien des sabots.

Cet article ne peut être compris comme faisant prévaloir la constitution du fond de réserves sur les dépenses occasionnées par la réalisation du but social de l'œuvre.

Article 15

L'exercice financier de l'œuvre est calé sur l'année civile.

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte de résultat.

Il est justifié chaque année auprès du Préfet du département du siège, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de l'Agriculture, de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

IV/ Modification des statuts-dissolution

Article 16

Les statuts peuvent être modifiés par une Assemblée Générale Extraordinaire, sur la proposition du Conseil d'Administration, ou bien sur la proposition du quart des membres de l'œuvre à jour de leurs cotisations.

Dans tous les cas les propositions de modifications sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire, lequel doit être envoyé aux membres concernés au moins un mois à l'avance, le cachet de La Poste faisant foi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire doit se composer du quart au moins des membres à jour de cotisation, dont la liste est arrêtée dans les mêmes conditions que celles précisées dans l'article 8 des présents statuts. Si ce quorum n'est pas atteint elle est convoquée à nouveau, sur la base de la

même liste de participants, avec le même ordre du jour, au plus tôt 30 jours après et au plus tard 90 jours après l'Assemblée initialement prévue. Cette fois elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

La première convocation pourra si nécessaire porter convocation pour l'Assemblée Générale Extraordinaire qui serait à tenir en cas d'un premier quorum non réalisé.

Dans tous les cas les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents et représentés.

Article 17

L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à se prononcer sur la dissolution de l'œuvre est convoquée spécialement à cet effet dans les conditions prévues dans l'article précédent et doit comprendre au moins la moitié plus un des membres à jour de cotisation présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint elle est convoquée à nouveau, sur la base de la même liste de participants, avec le même ordre du jour, au plus tôt 30 jours après et au plus tard 90 jours après l'Assemblée initialement prévue. Cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Dans tous les cas la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 18

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale Extraordinaire désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs groupements analogues, conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901. La préférence ira aux groupements

les plus aptes à assurer la prise en charge complète jusqu'à leur mort des équadés dont l'œuvre sera encore responsable.

V/ Surveillance

Article 19

Le président doit faire connaître dans les 3 mois à la Préfecture du département (ou la sous-préfecture) dont le siège social de l'œuvre relève tous les changements survenus dans l'administration de l'œuvre.

Article 20

Un Règlement Intérieur est établi. Il sera adopté par une Assemblée Générale et ne pourra être modifié que par une autre Assemblée Générale. Il fixera obligatoirement les procédures de vote en Assemblées Générales Ordinaires ou Extraordinaires, tant sur les approbations de rapports moraux, de rapports financiers et comptes joints, que sur l'élection d'un Conseil d'Administration par un scrutin de liste ; ainsi que les points non prévus dans le présent texte.

Les présents statuts et le Règlement Intérieur sont indissociables. La

modification du Règlement Intérieur devant s'effectuer dans le respect des dispositions statutaires, celle des statuts inférant des correctifs éventuels au sein du Règlement Intérieur.

Ces statuts, déposés à la sous-préfecture de Brest, opposables aux membres dès leur adoption, seront opposables aux tiers à partir de la date indiquée sur le récépissé de la Préfecture.